

## Réseau "Sortir du nucléaire", Assemblée générale extraordinaire des 19-20 juin 2010 Contribution des Amis de la Terre France

La période est difficile pour les antinucléaires. L'arrivée des troisièmes visites décennales sur les réacteurs français et l'absence, depuis la décision de fermer Superphénix en 1997, de toute avancée réelle dans le sens d'une sortie du nucléaire, exacerbe inévitablement les tensions et contradictions internes présentes au sein du Réseau "Sortir du nucléaire" depuis sa création.

Dans ce contexte, c'est avec tristesse que Les Amis de la Terre France prennent acte des trois graves décisions non consensuelles\* prises par le CA provisoire du Réseau "Sortir du nucléaire" en contravention totale avec l'esprit d'apaisement dans lequel le point 3 de la feuille de route avait été voté lors de l'AG de février.

*\* licenciement de Stéphane Lhomme + transformation du CDD de Charlotte Mijeon, qui arrivait à son terme, en CDI, alors même que les difficultés budgétaires et relationnelles posaient aussi la question de la viabilité économique et de l'opportunité stratégique de la pérennisation d'une douzaine de postes salariés + dépôt de plainte en justice contre Stéphane Lhomme et contre X, au risque de menacer la confidentialité du fonctionnement du Réseau et de ses membres*

Le peu d'indices que le point 2 de cette feuille de route soit en voie d'avancement satisfaisant nous semble également de mauvais augure.

Surtout si l'on compare la façon dont l'équipe en place a traité, en paroles et en actes, les ex-administrateurs et administratrices (pourtant légitimement élu-e-s) défavorables au licenciement et l'absence de sanctions perceptibles à l'égard, par exemple, du directeur et DRH Philippe Brousse, malgré la responsabilité de celui-ci dans la longue grève en "soutien" à sa personne qui a paralysé le Réseau "Sortir du nucléaire" pendant toute la campagne des élections régionales, période pourtant stratégiquement cruciale pour l'objet même du Réseau.

Par ailleurs, alors que des échanges nourris et fructueux avec des associations non membres (comme la CRIIRAD) ont toujours existé sans problème, on ne peut que s'interroger sur l'affichage ostensible, en période de crise interne, d'une volonté d'associer plus officiellement des "extérieurs" à l'élaboration de la stratégie du Réseau, alors même qu'un des aspects de la crise est le sentiment d'un nombre croissant de membres que leurs propres avis stratégiques ne sont jamais pris en compte.

Pour les Amis de la Terre France, tout cela rompt le fragile équilibre entre sensibilités antinucléaires diverses qui présidait à la structuration du Réseau "Sortir du nucléaire", et qui, malgré les difficultés, donnait encore jusqu'à il y a peu à ce Réseau une apparence conjointe de radicalité et de représentativité.

Les blessures sont profondes. Leurs conséquences humaines, financières et judiciaires s'annoncent longues, difficiles et usantes à gérer pour des bénévoles assaillis de toutes parts par de multiples autres priorités militantes, y compris dans le strict champ des luttes antinucléaires.

Dans ce contexte, loin d'être une évidence ou une fin en soi, une démarche de "refondation" et de restructuration organisationnelle, axée ou non sur la démocratie interne, participative ou pas, ne saurait être autre chose qu'un *outil éventuel* au service d'un *projet qui doit d'abord être très clairement redéfini*.

Dès lors, afin que chaque groupe membre, chaque bénévole, puisse *réévaluer*, en toute connaissance de cause, l'opportunité de la poursuite de son engagement au sein du Réseau "Sortir du nucléaire", et, le cas échéant la nature et l'ampleur de cet engagement, les Amis de la Terre France estiment que *l'AG des 19-20 juin doit impérativement apporter, en préalable à la mise en route de tout chantier de transformation éventuel, des réponses claires et sans ambiguïté aux questions suivantes :*

1) *L'intégralité du texte de la Charte du Réseau Sortir du nucléaire – seule base tangible censée nous fédérer tous – est-elle encore d'actualité ?* En particulier :

- **Le RSDN veut-il toujours obtenir une décision immédiate de sortie du nucléaire** (ou attend-il pour cela les prochaines présidentielles, voire celles d'encore après) ?
- **Le RSDN réclame-t-il toujours explicitement "le recours, en phase transitoire, à des techniques de production énergétique les moins néfastes possible pour l'environnement (centrales au gaz, cogénération ...)" ?** ou bien le RSDN se borne-t-il maintenant à préconiser les économies d'énergie et le développement des renouvelables ?

2) A l'époque de la rédaction de la Charte fondatrice du RSDN, les scénarios de sortie du nucléaire les plus progressifs, de type Negawatt, aboutissaient à la fermeture de tous les réacteurs nucléaires français à l'horizon 2015 ou 2020.

Désormais, la réactualisation des mêmes types de scénarios conduit à une hypothétique "sortie" vers 2035 ou 2040... au mieux.

Présenter tous les types de scénarios et, partant, tous les délais de sortie comme équivalents pour le Réseau, pour peu que chacun affiche la volonté de sortir "un jour", n'a donc à l'évidence plus le même sens et les mêmes effets aujourd'hui qu'il y a 12 ans.

Par conséquent :

– ***Quelle est la position du RSDN quant à la durée d'exploitation maximale qui serait tolérable pour les réacteurs nucléaires français ? 30 ans ? 40 ans ? davantage ? refus de prendre position ?***

Seul l'affichage d'orientations claires sur chacun de ces points, en permettant à chaque groupe de savoir ce qu'il reste raisonnablement possible d'attendre de la structure Réseau "Sortir du nucléaire", peut désormais :

- éviter l'exacerbation fratricide de rancœurs et de conflits de personnes ou d'intérêts qui seront autrement insolubles, et qui ne peuvent que nuire gravement à nos luttes à toutes et à tous ;
- servir de base sérieuse à une réflexion cohérente et fructueuse sur les modifications éventuelles à apporter à l'outil Réseau "Sortir du nucléaire".

En attendant, les Amis de la Terre France réaffirment leur adhésion au texte et à l'esprit des statuts actuels du RSDN et de sa Charte fondatrice, texte dont tous les groupes membres et adhérents sont en principe signataires, et qu'il ne nous paraît pas inutile de rappeler ci-dessous dans son intégralité :

## Charte du Réseau "Sortir du nucléaire" (1997 pour l'essentiel des formulations)

*Considérant :*

- \* les risques croissants d'accidents majeurs dus au vieillissement des installations nucléaires,
- \* les dangers que l'accumulation des déchets radioactifs fait courir aux générations présentes et futures,
  - \* les risques pour la santé, liés à la pollution radioactive due à toute installation nucléaire,
- \* que le nucléaire civil favorise directement ou indirectement la prolifération et l'usage de l'arme nucléaire,
  - \* le coût prohibitif de la filière nucléaire (construction et démantèlement des installations, gestion des déchets radioactifs),
- \* les dangers que représente le lobby nucléaire pour la démocratie,
- \* que la France est le dernier pays en Europe à tout miser sur le nucléaire,

*A cette période charnière où se pose le problème du renouvellement du parc nucléaire français, nous, citoyens, scientifiques, élus, associations, entreprises... voulons une décision immédiate de sortie du nucléaire.*

*Nous voulons :*

- \* l'arrêt des projets d'enfouissement des déchets radioactifs,
- \* l'arrêt du retraitement du combustible usé à la Hague et de l'utilisation du plutonium à des fins énergétiques (combustible MOX),
- \* l'arrêt des exportations d'électricité et de toute technologie nucléaire,
  - \* le non renouvellement du parc nucléaire,
  - \* la fermeture des réacteurs en fonctionnement.
- \* l'abolition et l'élimination de toutes les armes nucléaires ou radioactives.

*C'est possible avec :*

- \* le développement des économies d'énergie,
- \* la mise en place d'une autre politique énergétique basée sur les énergies renouvelables (éolien, solaire, bois...) fortement créatrices d'emplois,
- \* le recours, en phase transitoire, à des techniques de production énergétique les moins néfastes possible pour l'environnement (centrales au gaz, cogénération ...).

Pour sortir du nucléaire, je m'engage, dès maintenant, en rejoignant les signataires de cette Charte du Réseau "Sortir du nucléaire".